

---

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

NOUMÉA - IMPRIMERIE - 18 AVENUE PAUL DOUMER

---

PARAIT LES MARDI ET JEUDI DE CHAQUE SEMAINE

---

LE NUMERO : 140 FRANCS

---

## NUMERO SPECIAL

---

### SOMMAIRE

---

#### NOUVELLE-CALEDONIE

##### Congrès

##### Délibérations de la commission permanente

*Délibération n° 128/CP du 22 mars 2019* modifiant le livre IV de la partie réglementaire de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie (professions de santé) (p. 6090).

*Délibération n° 129/CP du 22 mars 2019* modifiant la délibération n° 77 du 28 septembre 2015 portant statut des établissements publics d'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (p. 6242).

*Délibération n° 130/CP du 22 mars 2019* modifiant la délibération modifiée n° 317 du 30 août 2013 relative aux conditions de gestion et d'exploitation de l'aérodrome de Nouméa-Magenta (p. 6257).

# NOUVELLE-CALÉDONIE

## CONGRÈS

### DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 128/CP du 22 mars 2019 modifiant le livre IV de la partie réglementaire de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie (professions de santé)

La commission permanente du congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément aux dispositions de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et notamment en son article 79 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi du pays n° 2019-1 du 14 janvier 2019 modifiant le livre IV de la partie législative de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie (professions de santé) ;

Vu le livre IV de la partie législative de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 553 du 1<sup>er</sup> juin 1983 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

Vu la saisine du conseil économique, social et environnemental en date du 6 octobre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 2015-2337/GNC du 3 novembre 2015 portant projet de délibération ;

Vu le rapport du gouvernement n° 55/GNC du 3 novembre 2015 ;

Entendus les rapports n° 110 du 24 juillet 2018, n° 198 du 4 octobre 2018, n° 207 du 17 octobre 2018, n° 240 du 12 décembre 2018, n° 29 du 6 février 2019, n° 43 du 22 février 2019 et n° 78 du 12 mars 2019 de la commission de la santé et de la protection sociale,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup> :** Les dispositions annexées à la présente délibération modifient le livre IV de la partie réglementaire de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie.

**Article 2 :** Les dispositions du livre IV de la partie réglementaire de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie qui mentionnent, sans les reproduire, des dispositions d'autres codes, loi du pays ou délibération sont de plein droit modifiées par l'effet des modifications ultérieures de ces articles.

**Article 3 :** Les références contenues dans les dispositions de nature législative ou réglementaire à des dispositions abrogées ou dont l'application est écartée par la présente délibération sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes du livre IV de la partie réglementaire de l'ancien code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie.

**Article 4 :** A titre transitoire et pendant la période précédant les prochaines élections à l'organe de l'ordre des médecins, celui des chirurgiens-dentistes et celui des sages-femmes :

- les membres titulaires et suppléants de l'organe de l'ordre correspondant sont répartis en trois fractions numérotées respectivement 1, 2 ou 3 selon la date de leur élection et l'ordre chronologique d'échéance de leur mandat de six ans ;
- le mandat des membres de la première fraction venant à échéance après la publication de la présente délibération est prorogé pour une durée de deux ans ;
- les membres de la deuxième fraction sont, après tirage au sort effectué en séance plénière par l'organe de l'ordre correspondant, répartis en deux groupes égaux ou, le cas échéant, par moitié arrondie au nombre entier inférieur le plus proche. Le mandat des conseillers du premier groupe n'est pas modifié. Le mandat des conseillers du second groupe est prorogé d'une durée de trois ans ;
- le premier renouvellement par moitié des organes interviendra au terme du mandat de la deuxième fraction, et le second renouvellement, concernant les membres du second groupe constitué à l'alinéa précédent et ceux de la troisième fraction, dont le mandat est prorogé d'un an, interviendra trois ans plus tard.

**Article 5 :** Les mandats des membres de l'organe de l'ordre des médecins, celui des chirurgiens-dentistes et celui des sages-femmes en cours sont prorogés jusqu'à la proclamation des résultats de la prochaine élection de l'organe.

**Article 6 :** Sont abrogés :

- la délibération n° 483 du 13 juillet 1994 prise pour l'application aux médecins de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;
- la délibération n° 144/CP du 21 mars 1997 relative à l'exercice en commun de la profession de médecin sous forme de société d'exercice libéral ;
- la délibération n° 344/CP du 2 avril 1999 relative à l'exercice en commun de la profession de chirurgien-dentiste sous la forme de société d'exercice libéral ;
- la délibération n° 67 du 1<sup>er</sup> août 1997 portant code de déontologie médicale ;
- la délibération n° 093/CP du 7 mai 2002 portant code de déontologie des chirurgiens-dentistes ;
- la délibération modifiée n° 315 du 10 octobre 2007 fixant le code de déontologie des pharmaciens.

**Article 7 :** A compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération, cessent de s'appliquer en tant qu'ils concernent la Nouvelle-Calédonie :

- le décret n° 92-739 du 29 juillet 1992 relatif à l'exercice en commun de la profession de sage-femme sous forme de société d'exercice libéral ;
- le décret n° 92-740 du 29 juillet 1992 relatif à l'exercice en commun de la profession de chirurgien-dentiste sous forme de société d'exercice libéral ;
- le décret n° 94-680 du 3 août 1994 relatif à l'exercice en commun de la profession de médecin sous forme de société d'exercice libéral ;
- le décret n° 92-831 du 24 août 1992 relatif à la publicité des sociétés en participation de médecins ;
- le décret n° 92-832 du 24 août 1992 relatif à la publicité des sociétés en participation de chirurgiens-dentistes ;

- le décret n° 92-834 du 24 août 1992 relatif à la publicité des sociétés en participation de sages-femmes.

**Article 8 :** La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République ainsi qu'au gouvernement et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique, le 22 mars 2019.

*Le président  
de la commission permanente  
du congrès de la Nouvelle-Calédonie*  
LOUIS MAPOU

S'il apparaît que les obligations posées dans sa décision ont été entièrement satisfaites, l'organe de l'ordre peut décider que le praticien est apte à exercer sa profession et en informe les autorités qui ont reçu notification de la suspension.

A défaut, l'organe de l'ordre peut prononcer une nouvelle suspension temporaire.

### **Chapitre III : Discipline**

#### **Article R. 4123-1 :**

Les règles relatives à la chambre disciplinaire de première instance des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes sont fixées par les articles R.4126-5 à R.4126-7 du code de la santé publique dans leur rédaction applicable à la Nouvelle-Calédonie.

#### **Article R. 4123-2 :**

Les règles relatives à la procédure disciplinaire des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes sont fixées par les articles R.4126-8 à R.4126-54 du code de la santé publique dans leur rédaction applicable à la Nouvelle-Calédonie.

### **Chapitre IV : Déontologie**

#### **Section 1 : Code de déontologie médicale**

##### **Sous-section 1 : Devoirs généraux des médecins**

#### **Article R. 4124-1 :**

Les dispositions du présent code s'imposent aux médecins inscrits au tableau de l'ordre, à tout médecin exécutant un acte professionnel ainsi qu'aux étudiants en médecine effectuant un remplacement ou assistant un médecin dans le cas prévu à l'article R. 4124-87.

L'inscription au tableau de l'organe de l'ordre des médecins s'impose. Toutefois, cette condition ne s'applique pas aux médecins appartenant aux cadres actifs du service de santé des armées. Elle ne s'applique pas non plus à ceux des médecins qui, ayant la qualité de fonctionnaires de l'Etat ou d'agents titulaires d'une collectivité locale, ne sont pas appelés, dans l'exercice de leurs fonctions, à exercer la médecine.

Conformément à l'article Lp. 4121-2, l'ordre des médecins est chargé de veiller au respect de ces dispositions.

Les infractions à ces dispositions relèvent de la juridiction disciplinaire compétente.

#### **Article R. 4124-2 :**

Le médecin, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie humaine, de la personne et de sa dignité.

Le respect dû à la personne ne cesse pas de s'imposer après la mort.

#### **Article R. 4124-3 :**

Le médecin doit, en toutes circonstances, respecter les principes de moralité, de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine.

**Article R. 4124-4 :**

Le secret professionnel, institué dans l'intérêt des patients, s'impose à tout médecin dans les conditions établies par la loi.

Le secret couvre tout ce qui est venu à la connaissance du médecin dans l'exercice de sa profession, c'est-à-dire non seulement ce qui lui a été confié, mais aussi ce qu'il a vu, entendu ou compris.

**Article R. 4124-5 :**

Le médecin ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit.

**Article R. 4124-6 :**

Le médecin doit respecter le droit que possède toute personne de choisir librement son médecin. Il doit lui faciliter l'exercice de ce droit.

**Article R. 4124-7 :**

Le médecin doit écouter, examiner, conseiller ou soigner avec la même conscience toutes les personnes quels que soient leur origine, leurs mœurs et leur situation de famille, leur appartenance ou leur non-appartenance à une ethnie, une nation ou une religion déterminée, leur handicap ou leur état de santé, leur réputation ou les sentiments qu'il peut éprouver à leur égard.

Il doit leur apporter son concours en toutes circonstances.

Il ne doit jamais se départir d'une attitude correcte et attentive envers la personne examinée.

**Article R. 4124-8 :**

Dans les limites fixées par les dispositions législatives et réglementaires et compte-tenu des données acquises de la science, le médecin est libre de ses prescriptions qui seront celles qu'il estime les plus appropriées en la circonstance.

Il doit, sans négliger son devoir d'assistance morale, limiter ses prescriptions et ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins.

Il doit tenir compte des avantages, des inconvénients et des conséquences des différentes investigations et thérapeutiques possibles.

**Article R. 4124-9 :**

Tout médecin qui se trouve en présence d'un malade ou d'un blessé en péril ou, informé qu'un malade ou un blessé est en péril, doit lui porter assistance ou s'assurer qu'il reçoit les soins nécessaires.

**Article R. 4124-10 :**

Un médecin amené à examiner une personne privée de liberté ou à lui donner des soins ne peut, directement ou indirectement, serait-ce par sa seule présence, favoriser ou cautionner une atteinte à l'intégrité physique ou mentale de cette personne ou à sa dignité.

S'il constate que cette personne a subi des sévices ou des mauvais traitements, il doit, sous réserve de l'accord de l'intéressé, en informer l'autorité judiciaire.

Toutefois, s'il s'agit des personnes mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 4124-44, l'accord des intéressés n'est pas nécessaire.

**Article R. 4124-11 :**

Tout médecin doit entretenir et perfectionner ses connaissances ; il doit prendre toutes dispositions nécessaires pour participer à des actions de formation continue. Le contenu et les modalités de formation sont définis par arrêté du gouvernement.

Tout médecin participe à l'évaluation des pratiques professionnelles.

**Article R. 4124-12 :**

Le médecin doit apporter son concours à l'action entreprise par les autorités compétentes en vue de la protection de la santé et de l'éducation sanitaire.

Il participe aux actions de vigilance sanitaire et de promotion de la santé.

La collecte, l'enregistrement, le traitement et la transmission d'informations nominatives ou indirectement nominatives sont autorisés dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

**Article R. 4124-13 :**

Lorsque le médecin participe à une action d'information du public de caractère éducatif et sanitaire, quel qu'en soit le moyen de diffusion, il doit ne faire état que de données confirmées, faire preuve de prudence et avoir le souci des répercussions de ses propos auprès du public. Il doit se garder à cette occasion de toute attitude publicitaire, soit personnelle, soit en faveur des organismes où il exerce ou auxquels il prête son concours, soit en faveur d'une cause qui ne soit pas d'intérêt général.

**Article R. 4124-14 :**

Les médecins ne doivent pas divulguer dans les milieux médicaux un procédé nouveau de diagnostic ou de traitement insuffisamment éprouvé sans accompagner leur communication des réserves qui s'imposent. Ils ne doivent pas faire une telle divulgation dans le public non médical.

**Article R. 4124-15 :**

Le médecin ne peut participer à des recherches biomédicales sur les personnes que dans les conditions prévues par la loi ; il doit s'assurer de la régularité et de la pertinence de ces recherches ainsi que de l'objectivité de leurs conclusions.

Le médecin traitant qui participe à une recherche biomédicale en tant qu'investigateur doit veiller à ce que la réalisation de l'étude n'altère ni la relation de confiance qui le lie au patient ni la continuité des soins.

**Article R. 4124-16 :**

La collecte de sang ainsi que les prélèvements d'organes, de tissus, de cellules ou d'autres produits du corps humain sur la personne vivante ou décédée ne peuvent être pratiqués que dans les cas et les conditions définis par la loi.

**Article R. 4124-17 :**

Le médecin ne peut pratiquer un acte d'assistance médicale à la procréation que dans les cas et conditions prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

**Article R. 4124-18 :**

Un médecin ne peut pratiquer une interruption volontaire de grossesse que dans les cas et les conditions prévus par la loi ; il est toujours libre de s'y refuser et doit en informer l'intéressée dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

**Article R. 4124-19 :**

La médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce.

Sont interdits tous procédés directs ou indirects de publicité et notamment tout aménagement ou signalisation donnant aux locaux une apparence commerciale.

**Article R. 4124-20 :**

Le médecin doit veiller à l'usage qui est fait de son nom, de sa qualité ou de ses déclarations.

Il ne doit pas tolérer que les organismes, publics ou privés, où il exerce ou auxquels il prête son concours utilisent à des fins publicitaires son nom ou son activité professionnelle.

**Article R. 4124-21 :**

Il est interdit aux médecins, sauf dérogations accordées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires, de distribuer à des fins lucratives des remèdes, appareils ou produits présentés comme ayant un intérêt pour la santé.

Il leur est interdit de prescrire et de délivrer des médicaments non autorisés.

**Article R. 4124-22 :**

Tout partage d'honoraires entre médecins est interdit sous quelque forme que ce soit hormis les cas prévus à l'article R. 4124-94.

L'acceptation, la sollicitation ou l'offre d'un partage d'honoraires, même non suivies d'effet, sont interdites.

**Article R. 4124-23 :**

Tout compérage entre médecins, pharmaciens, auxiliaires médicaux ou toutes autres personnes physiques ou morales est interdit.

**Article R. 4124-24 :**

Sont interdits au médecin :

- tout acte de nature à procurer au patient un avantage matériel injustifié ou illicite ;
- toute ristourne en argent ou en nature, toute commission à quelque personne que ce soit ;
- toute sollicitation ou l'acceptation d'un avantage en nature ou en espèces, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, pour une prescription ou un acte médical quelconque.

Toutefois, l'alinéa précédent ne s'applique pas aux avantages prévus par conventions passées entre les membres de ces professions médicales et des entreprises, dès lors que ces conventions ont pour objet explicite et but réel des activités de recherche ou d'évaluation

scientifique, qu'elles sont, avant leur mise en application, soumises pour avis à l'organe de l'ordre des médecins et notifiées, lorsque les activités de recherche ou d'évaluation sont effectuées, même partiellement, dans un établissement de santé au responsable de l'établissement, et que les rémunérations ne sont pas calculées de manière proportionnelle au nombre de prestations ou produits prescrits, commercialisés ou assurés.

**Article R. 4124-25 :**

Il est interdit aux médecins de dispenser des consultations, prescriptions ou avis médicaux dans des locaux commerciaux ou dans tout autre lieu où sont mis en vente des médicaments, produits ou appareils qu'ils prescrivent ou qu'ils utilisent.

**Article R. 4124-26 :**

Un médecin ne peut exercer une autre activité que si un tel cumul est compatible avec l'indépendance et la dignité professionnelles et n'est pas susceptible de lui permettre de tirer profit de ses prescriptions ou de ses conseils médicaux.

**Article R. 4124-27 :**

Il est interdit à un médecin qui remplit un mandat électif ou une fonction administrative d'en user pour accroître sa clientèle.

**Article R. 4124-28 :**

La délivrance d'un rapport tendancieux ou d'un certificat de complaisance est interdite.

**Article R. 4124-29 :**

Toute fraude, abus de cotation, indication inexacte des honoraires perçus et des actes effectués sont interdits.

**Article R. 4124-30 :**

Est interdite toute facilité accordée à quiconque se livre à l'exercice illégal de la médecine.

**Article R. 4124-31 :**

Tout médecin doit s'abstenir, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci.

**Sous-section 2 : Devoirs envers les patients**

**Article R. 4124-32 :**

Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le médecin s'engage à assurer personnellement au patient des soins consciencieux, dévoués et fondés sur les données acquises de la science, en faisant appel, s'il y a lieu, à l'aide de tiers compétents.

**Article R. 4124-33 :**

Le médecin doit toujours élaborer son diagnostic avec le plus grand soin, en y consacrant le temps nécessaire, en s'aidant dans toute la mesure du possible des méthodes scientifiques les mieux adaptées et, s'il y a lieu, de concours appropriés.



**Article R. 4124-34 :**

Le médecin doit formuler ses prescriptions avec toute la clarté indispensable, veiller à leur compréhension par le patient et son entourage et s'efforcer d'en obtenir la bonne exécution.

**Article R. 4124-35 :**

Le médecin doit à la personne qu'il examine, qu'il soigne ou qu'il conseille, une information loyale, claire et appropriée sur son état, les investigations et les soins qu'il lui propose. Tout au long de la maladie, il tient compte de la personnalité du patient dans ses explications et veille à leur compréhension.

Toutefois, dans l'intérêt du malade et pour des raisons légitimes que le praticien apprécie en conscience, un malade peut être tenu dans l'ignorance d'un diagnostic ou d'un pronostic graves, sauf dans les cas où l'affection dont il est atteint expose les tiers à un risque de contamination.

Un pronostic fatal ne doit être révélé qu'avec circonspection. Les proches peuvent être prévenus sauf si le malade a préalablement interdit cette révélation ou désigné les tiers auxquels elle doit être faite.

**Article R. 4124-36 :**

Le consentement de la personne examinée ou soignée doit être recherché dans tous les cas.

Lorsque le malade, en état d'exprimer sa volonté, refuse les investigations ou le traitement proposés, le médecin doit respecter ce refus après avoir informé le malade de ses conséquences.

Si le malade est hors d'état d'exprimer sa volonté, le médecin ne peut intervenir sans que la personne de confiance, à défaut, la famille ou l'un de ses proches, ait été prévenue et informée, sauf urgence ou impossibilité.

Les obligations du médecin à l'égard du patient lorsque celui-ci est un mineur ou un majeur protégé sont définies à l'article 42 de la présente délibération.

**Article R. 4124-37 :**

En toutes circonstances, le médecin doit s'efforcer de soulager les souffrances de son malade et l'assister moralement.

Il doit s'abstenir de toute obstination déraisonnable et peut renoncer à entreprendre ou poursuivre des traitements qui apparaissent inutiles, disproportionnés ou qui n'ont d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie dans les conditions prévues par le code de la santé publique.

**Article R. 4124-38 :**

Le médecin doit accompagner le mourant jusqu'à ses derniers moments, assurer par des soins et mesures appropriés la qualité d'une vie qui prend fin, sauvegarder la dignité du malade et reconforter son entourage.

Il n'a pas le droit de provoquer délibérément la mort.

**Article R. 4124-39 :**

Les médecins ne peuvent proposer aux malades ou à leur entourage comme salutaire ou sans danger un remède ou un procédé illusoire ou insuffisamment éprouvé.

Toute pratique de charlatanisme est interdite.

**Article R. 4124-40 :**

Le médecin doit s'interdire, dans les investigations et interventions qu'il pratique comme dans les thérapeutiques qu'il prescrit, de faire courir au patient un risque injustifié.

**Article R. 4124-41 :**

Aucune intervention mutilante ne peut être pratiquée sans motif médical très sérieux et, sauf urgence ou impossibilité, sans information de l'intéressé et sans son consentement.

**Article R. 4124-42 :**

Un médecin appelé à donner des soins à un mineur ou à un majeur protégé doit s'efforcer de prévenir ses parents ou son représentant légal et d'obtenir leur consentement.

En cas d'urgence, même si ceux-ci ne peuvent être joints, le médecin doit donner les soins nécessaires.

Si l'avis de l'intéressé peut être recueilli, le médecin doit en tenir compte dans toute la mesure du possible.

**Article R. 4124-43 :**

Le médecin doit être le défenseur de l'enfant lorsqu'il estime que l'intérêt de sa santé est mal compris ou mal préservé par son entourage.

**Article R. 4124-44 :**

Lorsqu'un médecin discerne qu'une personne auprès de laquelle il est appelé est victime de sévices ou de privations, il doit mettre en œuvre les moyens les plus adéquats pour la protéger en faisant preuve de prudence et de circonspection.

S'il s'agit d'un mineur de quinze ans ou d'une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychique il doit, sauf circonstances particulières qu'il apprécie en conscience, alerter les autorités judiciaires, médicales ou administratives.

**Article R. 4124-45 :**

Indépendamment du dossier de suivi médical prévu par les textes en vigueur, le médecin doit tenir pour chaque patient une fiche d'observation qui lui est personnelle ; cette fiche est confidentielle et comporte les éléments actualisés, nécessaires aux décisions diagnostiques et thérapeutiques.

Dans tous les cas, ces documents sont conservés sous la responsabilité du médecin.

Tout médecin doit, à la demande du patient ou avec son consentement, transmettre aux médecins qui participent à sa prise en charge ou à ceux qu'il entend consulter, les informations et documents utiles à la continuité des soins.

Il en va de même lorsque le patient porte son choix sur un autre médecin traitant.

**Article R. 4124-46 :**

Lorsque les dispositions législatives et réglementaires prévoient qu'un patient peut avoir accès à son dossier par l'intermédiaire d'un médecin, celui-ci doit remplir cette mission

d'intermédiaire en tenant compte des seuls intérêts du patient et se récuser si les siens sont en jeu.

**Article R. 4124-47 :**

Quelles que soient les circonstances, la continuité des soins aux malades doit être assurée.

Hors le cas d'urgence et celui où il manquerait à ses devoirs d'humanité, un médecin a le droit de refuser ses soins pour des raisons professionnelles ou personnelles.

S'il se dégage de sa mission, il doit alors en avvertir le patient et transmettre au médecin désigné par celui-ci les informations utiles à la poursuite des soins.

**Article R. 4124-48 :**

Le médecin ne peut pas abandonner ses malades en cas de danger public, sauf sur ordre formel donné par une autorité qualifiée, conformément aux textes en vigueur.

**Article R. 4124-49 :**

Le médecin appelé à donner ses soins dans une famille ou une collectivité doit tout mettre en œuvre pour obtenir le respect des règles d'hygiène et de prophylaxie.

Il doit informer le patient de ses responsabilités et devoirs vis-à-vis de lui-même et des tiers ainsi que des précautions qu'il doit prendre.

**Article R. 4124-50 :**

Le médecin doit, sans céder à aucune demande abusive, faciliter l'obtention par le patient des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit.

A cette fin, il est autorisé, sauf opposition du patient, à communiquer au médecin-conseil nommément désigné de l'organisme de protection sociale dont il dépend, ou à un autre médecin relevant d'un organisme public décidant de l'attribution d'avantages sociaux, les renseignements médicaux strictement indispensables.

**Article R. 4124-51 :**

Le médecin ne doit pas s'immiscer sans raison professionnelle dans les affaires de famille ni dans la vie privée de ses patients.

**Article R. 4124-52 :**

Le médecin qui aura traité une personne pendant la maladie dont elle est décédée ne pourra profiter des dispositions entre vifs et testamentaires faites par celle-ci en sa faveur pendant le cours de cette maladie que dans les cas et conditions prévus par les textes en vigueur.

Il ne doit pas davantage abuser de son influence pour obtenir un mandat ou contracter à titre onéreux dans des conditions qui lui seraient anormalement favorables.

**Article R. 4124-53 :**

Les honoraires du médecin doivent être déterminés avec tact et mesure, en tenant compte de la réglementation en vigueur, des actes dispensés ou de circonstances particulières.

Ils ne peuvent être réclamés qu'à l'occasion d'actes réellement effectués. L'avis ou le conseil dispensé à un patient par téléphone ou correspondance ne peut donner lieu à aucun honoraire, hormis les actes prévus par la télémédecine.

Un médecin doit répondre à toute demande d'information préalable et d'explications sur ses honoraires ou le coût d'un traitement. Il ne peut refuser un acquit des sommes perçues.

Aucun mode particulier de règlement ne peut être imposé aux malades.

**Article R. 4124-54 :**

Lorsque plusieurs médecins collaborent pour un examen ou un traitement, leurs notes d'honoraires doivent être personnelles et distinctes.

La rémunération du ou des aides opératoires, choisis par le praticien et travaillant sous son contrôle, est incluse dans ses honoraires.

**Article R. 4124-55 :**

Le forfait pour l'efficacité d'un traitement et la demande d'une provision sont interdits en toute circonstance.

**Sous-section 3 : Rapports des médecins entre eux et avec les membres des autres professions de santé**

**Article R. 4124-56 :**

Les médecins doivent entretenir entre eux des rapports de bonne confraternité.

Un médecin qui a un différend avec un confrère doit rechercher une conciliation, au besoin par l'intermédiaire de l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

Les médecins se doivent assistance dans l'adversité.

**Article R. 4124-57 :**

Le détournement ou la tentative de détournement de clientèle est interdit.

**Article R. 4124-58 :**

Le médecin consulté par un malade soigné par un de ses confrères doit respecter :

- l'intérêt du malade en traitant notamment toute situation d'urgence ;
- le libre choix du malade qui désire s'adresser à un autre médecin.

Le médecin consulté doit, avec l'accord du patient, informer le médecin traitant et lui faire part de ses constatations et décisions. En cas de refus du patient, il doit informer celui-ci des conséquences que peut entraîner son refus.

**Article R. 4124-59 :**

Le médecin appelé d'urgence auprès d'un malade doit, si celui-ci doit être revu par son médecin traitant ou un autre médecin, rédiger à l'intention de son confrère un compte-rendu de son intervention et de ses prescriptions qu'il remet au malade ou adresse directement à son confrère en informant le malade.

Il en conserve le double.

**Article R. 4124-60 :**

Le médecin doit proposer la consultation d'un confrère dès que les circonstances l'exigent ou accepter celle qui est demandée par le malade ou son entourage.

Il doit respecter le choix du malade et, sauf objection sérieuse, l'adresser ou faire appel à tout consultant en situation régulière d'exercice.

S'il ne croit pas devoir donner son agrément au choix du malade, il peut se récuser. Il peut aussi conseiller de recourir à un autre consultant, comme il doit le faire à défaut de choix exprimé par le malade.

A l'issue de la consultation, le consultant informe par écrit le médecin traitant de ses constatations, conclusions et éventuelles prescriptions en en avisant le patient.

**Article R. 4124-61 :**

Quand les avis du consultant et du médecin traitant diffèrent profondément, à la suite d'une consultation, le malade doit en être informé. Le médecin traitant est libre de cesser ses soins si l'avis du consultant prévaut auprès du malade ou de son entourage.

**Article R. 4124-62 :**

Le consultant ne doit pas de sa propre initiative, au cours de la maladie ayant motivé la consultation, convoquer ou réexaminer, sauf urgence, le malade sans en informer le médecin traitant.

Il ne doit pas, sauf volonté contraire du malade, poursuivre les soins exigés par l'état de celui-ci lorsque ces soins sont de la compétence du médecin traitant et il doit donner à ce dernier toutes informations nécessaires pour le suivi du patient.

**Article R. 4124-63 :**

Sans préjudice des dispositions applicables aux établissements publics de santé et aux établissements privés participant au service public hospitalier, le médecin qui prend en charge un malade à l'occasion d'une hospitalisation doit en aviser le praticien désigné par le malade ou son entourage. Il doit le tenir informé des décisions essentielles auxquelles ce praticien sera associé dans toute la mesure du possible.

**Article R. 4124-64 :**

Lorsque plusieurs médecins collaborent à l'examen ou au traitement d'un malade, ils doivent se tenir mutuellement informés : chacun des praticiens assume ses responsabilités personnelles et veille à l'information du malade.

Chacun des médecins peut librement refuser de prêter son concours, ou le retirer, à condition de ne pas nuire au malade et d'en avertir ses confrères.

**Article R. 4124-65 :**

Un médecin ne peut se faire remplacer dans son exercice que temporairement et par un confrère inscrit au tableau de l'ordre, par un étudiant en médecine remplissant les conditions prévues par l'article Lp. 4131-3 ou par un médecin prestataire de services remplissant les conditions prévues à l'article Lp. 4112-5.

Le médecin qui se fait remplacer doit en informer préalablement, sauf urgence, l'organe de l'ordre dont il relève en indiquant les nom et qualité du remplaçant ainsi que les dates et la durée du remplacement.

Le remplacement est personnel.

Le médecin remplacé doit cesser toute activité médicale libérale pendant la durée du remplacement.

**Article R. 4124-66 :**

Le remplacement terminé, le remplaçant doit cesser toute activité s'y rapportant et transmettre les informations nécessaires à la continuité des soins.

**Article R. 4124-67 :**

Sont interdites au médecin toutes pratiques tendant à abaisser, dans un but de concurrence, le montant de ses honoraires.

Il est libre de donner gratuitement ses soins.

**Article R. 4124-68 :**

Dans l'intérêt des malades, les médecins doivent entretenir de bons rapports avec les membres des professions de santé. Ils doivent respecter l'indépendance professionnelle de ceux-ci et le libre choix du patient.

**Sous-section 4 : Exercice de la profession**

**Paragraphe 1 : Règles communes à tous les modes d'exercice**

**Article R. 4124-69 :**

L'exercice de la médecine est personnel ; chaque médecin est responsable de ses décisions et de ses actes.

**Article R. 4124-70 :**

Tout médecin est, en principe, habilité à pratiquer tous les actes de diagnostic, de prévention et de traitement. Mais il ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, entreprendre ou poursuivre des soins, ni formuler des prescriptions dans des domaines qui dépassent ses connaissances, son expérience et les moyens dont il dispose.

**Article R. 4124-71 :**

Le médecin doit disposer, au lieu de son exercice professionnel, d'une installation convenable, de locaux adéquats pour permettre le respect du secret professionnel et de moyens techniques suffisants en rapport avec la nature des actes qu'il pratique ou de la population qu'il prend en charge. Il doit notamment veiller à la stérilisation et à la décontamination des dispositifs médicaux qu'il utilise et à l'élimination des déchets médicaux selon les procédures réglementaires.

Il ne doit pas exercer sa profession dans des conditions qui puissent compromettre la qualité des soins et des actes médicaux ou la sécurité des personnes examinées.

Il doit veiller à la compétence des personnes qui lui apportent leur concours.

**Article R. 4124-72 :**

Le médecin doit veiller à ce que les personnes qui l'assistent dans son exercice soient instruites de leurs obligations en matière de secret professionnel et s'y conforment.

Il doit veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit portée par son entourage au secret qui s'attache à sa correspondance professionnelle.

**Article R. 4124-73 :**

Le médecin doit protéger contre toute indiscretion les documents médicaux concernant les personnes qu'il a soignées ou examinées, quels que soient le contenu et le support de ces documents.

Il en va de même des informations médicales dont il peut être le détenteur.

Le médecin doit faire en sorte, lorsqu'il utilise son expérience ou ses documents à des fins de publication scientifique ou d'enseignement, que l'identification des personnes ne soit pas possible. A défaut, leur accord doit être obtenu.

**Article R. 4124-74 :**

L'exercice de la médecine foraine est interdit. Toutefois, des dérogations peuvent être accordées par l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie dans l'intérêt de la santé publique.

**Article R. 4124-75 :**

Il est interdit d'exercer la médecine sous un pseudonyme.

**Article R. 4124-76 :**

L'exercice de la médecine comporte normalement l'établissement par le médecin, conformément aux constatations médicales qu'il est en mesure de faire, des certificats, attestations et documents dont la production est prescrite par les textes législatifs et réglementaires.

Tout certificat, ordonnance, attestation ou document délivré par un médecin doit être rédigé lisiblement en langue française et daté, permettre l'identification du praticien dont il émane et être signé par lui. Le médecin peut en remettre une traduction au patient dans la langue de celui-ci.

**Article R. 4124-77 :**

Dans le cadre de la permanence des soins, c'est un devoir pour tout médecin de participer aux services de garde de jour et de nuit.

L'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie peut néanmoins accorder des exemptions, compte tenu de l'âge du médecin, de son état de santé, et, éventuellement, de ses conditions d'exercice.

**Article R. 4124-78 :**

Lorsqu'il participe à un service de garde, d'urgences ou d'astreinte, le médecin doit prendre toutes dispositions pour être joint au plus vite.

Il est autorisé, pour faciliter sa mission, à apposer sur son véhicule une plaque amovible portant la mention "médecin-urgences", à l'exclusion de toute autre. Il doit la retirer dès que sa participation à l'urgence prend fin.

Il doit tenir informé de son intervention le médecin habituel du patient, dans les conditions prévues à l'article R. 4124-59.

**Article R. 4124-79 :**

Les seules indications qu'un médecin est autorisé à mentionner sur ses feuilles d'ordonnances sont :

1° Ses nom, prénoms, adresse professionnelle, postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie, jours et heures de consultation ;

2° Si le médecin exerce en association ou en société, les noms des médecins associés ;

3° Sa situation vis-à-vis des organismes d'assurance maladie ;

4° La qualification qui lui aura été reconnue conformément aux articles R. 4131-3 et R. 4131-4 ;

5° Ses diplômes, titres et fonctions lorsqu'ils ont été reconnus par l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie ;

6° Ses distinctions honorifiques reconnues.

**Article R. 4124-80 :**

Les seules indications qu'un médecin est autorisé à faire figurer dans les annuaires à usage du public, quel qu'en soit le support, sont :

1° Ses nom, prénoms, adresse professionnelle, postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie, jours et heures de consultation ;

2° Sa situation vis-à-vis des organismes d'assurance maladie ;

3° La qualification qui lui aura été reconnue conformément aux articles R. 4131-3 et R. 4131-4, les diplômes d'études spécialisées complémentaires et les capacités dont il est titulaire.

**Article R. 4124-81 :**

Les seules indications qu'un médecin est autorisé à faire figurer sur une plaque à son lieu d'exercice sont ses nom, prénoms, numéro de téléphone, jours et heures de consultations, situation vis-à-vis des organismes d'assurance maladie, diplômes, titres et qualifications reconnus conformément aux 4° et 5° de l'article R. 4124-79.

Une plaque peut être apposée à l'entrée de l'immeuble et une autre à la porte du cabinet ; lorsque la disposition des lieux l'impose, une signalisation intermédiaire peut être prévue.

Ces indications doivent être présentées avec discrétion, conformément aux usages de la profession.



**Article R. 4124-82 :**

Lors de son installation ou d'une modification de son exercice, le médecin peut faire paraître dans la presse une annonce sans caractère publicitaire dont le texte et les modalités de publication doivent être préalablement communiqués à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

**Article R. 4124-83 :**

L'exercice habituel de la médecine, sous quelque forme que ce soit, au sein d'une entreprise, d'une collectivité ou d'une institution ressortissant au droit privé doit, dans tous les cas, faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat définit les obligations respectives des parties et doit préciser les moyens permettant aux médecins de respecter les dispositions du présent code.

Tout projet de contrat peut être communiqué à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie, qui doit faire connaître ses observations dans le délai d'un mois.

Toute convention ou renouvellement de convention avec un des organismes prévus au premier alinéa, en vue de l'exercice de la médecine, doit être communiqué à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie, de même que les avenants et règlements intérieurs lorsque le contrat y fait référence. Celui-ci vérifie sa conformité avec les prescriptions du présent code ainsi que, s'il en existe, avec les clauses essentielles des contrats types établis soit par un accord entre le conseil national et les collectivités ou institutions intéressées, soit conformément aux dispositions législatives ou réglementaires.

Le médecin doit signer et remettre à l'organe de l'ordre une déclaration aux termes de laquelle il affirmera sur l'honneur qu'il n'a passé aucune contre-lettre ou avenant relatifs au contrat soumis à l'examen de l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

**Article R. 4124-84 :**

L'exercice habituel de la médecine, sous quelque forme que ce soit, au sein de l'administration de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public, doit faire l'objet d'un contrat écrit, hormis les cas où le médecin est soumis à un statut de droit public qui ne prévoit pas la conclusion d'un contrat.

Le médecin est tenu de communiquer ce contrat à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie. Les observations que l'organe de l'ordre aurait à formuler sont adressées par lui à l'autorité administrative intéressée et au médecin concerné.

**Paragraphe 2 -Exercice en clientèle privée****Article R. 4124-85 :**

Un médecin ne doit avoir, en principe, qu'un seul cabinet dénommé résidence professionnelle habituelle.

Dans l'intérêt de la population, un médecin peut exercer son activité professionnelle sur un ou plusieurs sites distincts de sa résidence professionnelle habituelle :

-lorsqu'il existe dans le secteur géographique considéré une carence ou une insuffisance de l'offre de soins préjudiciable aux besoins des patients ou à la permanence des soins ;

-ou lorsque les investigations et les soins qu'il entreprend nécessitent un environnement adapté, l'utilisation d'équipements particuliers, la mise en œuvre de techniques spécifiques ou la coordination de différents intervenants.

Le médecin doit prendre toutes dispositions et en justifier pour que soient assurées sur tous ces sites d'exercice la réponse aux urgences, la qualité, la sécurité et la continuité des soins.

La demande d'ouverture d'un lieu d'exercice distinct est adressée à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

Le silence gardé par l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie vaut autorisation implicite à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande.

L'autorisation est personnelle et incessible. Il peut y être mis fin si les conditions fixées aux alinéas précédents ne sont plus réunies.

Elle est limitée à trois années et ne peut être renouvelée qu'après une nouvelle demande soumise à l'appréciation de l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

L'autorisation est révocable à tout moment et doit être retirée lorsque l'installation d'un médecin de même discipline est de nature à satisfaire les besoins des malades.

**Article R. 4124-86 :**

Un médecin ou un étudiant qui a remplacé un de ses confrères pendant trois mois, consécutifs ou non, ne doit pas, pendant une période de deux ans s'installer dans un cabinet où il puisse entrer en concurrence directe avec le médecin remplacé et avec les médecins qui, le cas échéant, exercent en association avec ce dernier, à moins qu'il n'y ait entre les intéressés un accord qui doit être notifié à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

A défaut d'accord entre tous les intéressés, l'installation est soumise à l'autorisation de l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

**Article R. 4124-87 :**

Il est interdit à un médecin d'employer pour son compte, dans l'exercice de sa profession, un autre médecin ou un étudiant en médecine.

Toutefois, le médecin peut être assisté en cas d'afflux exceptionnel de population dans une région déterminée.

Dans cette éventualité, si l'assistant est un docteur en médecine, l'autorisation fait l'objet d'une décision de l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie ; s'il s'agit d'un étudiant, l'autorisation est donnée par l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie, dans les conditions définies par la réglementation.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'accomplissement de stages de formation universitaire auprès du praticien par des étudiants en médecine, dans les conditions légales.

**Article R. 4124-88 :**

Par dérogation au premier alinéa de l'article R. 4124-87, le médecin peut être assisté dans son exercice par un autre médecin en cas de circonstances exceptionnelles, notamment d'épidémie, ou lorsque, momentanément, son état de santé le justifie. L'autorisation est accordée à

titre exceptionnel par l'organe de l'ordre pour une durée limitée à trois mois, éventuellement renouvelable.

**Article R. 4124-89 :**

Il est interdit à un médecin de faire gérer son cabinet par un confrère.

Toutefois, l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie peut autoriser, pendant une période de trois mois, éventuellement renouvelable une fois, la tenue par un médecin du cabinet d'un confrère décédé.

**Article R. 4124-90 :**

Un médecin ne doit pas s'installer dans un immeuble où exerce un confrère de même discipline sans l'accord de celui-ci ou sans l'autorisation de l'organe de l'ordre. Cette autorisation ne peut être refusée que pour des motifs tirés d'un risque de confusion pour le public.

**Article R. 4124-91 :**

Toute association ou société entre médecins en vue de l'exercice de la profession doit faire l'objet d'un contrat écrit qui respecte l'indépendance professionnelle de chacun d'eux.

Il en est de même dans les cas prévus aux articles R. 4124-65, R. 4124-87 et R. 4124-88.

Les contrats et avenants doivent être communiqués, conformément à l'article Lp. 4113-9 à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie, qui vérifie leur conformité avec les principes du présent code, ainsi que, s'ils le souhaitent, avec les clauses essentielles des contrats types établis par le conseil national.

Toute convention ou contrat de société ayant un objet professionnel entre un ou plusieurs médecins d'une part, et un ou plusieurs membres des professions de santé d'autre part, doit être communiqué à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie. Celui-ci peut le transmettre pour avis au conseil national qui examine, sous réserve de son accord, si le contrat est compatible avec les lois et les règlements en vigueur, avec le code de déontologie et notamment avec l'indépendance des médecins.

Les projets de convention ou de contrat établis en vue de l'application du présent article peuvent être communiqués à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie, qui doit faire connaître ses observations dans le délai d'un mois.

Le médecin doit signer et remettre à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie une déclaration aux termes de laquelle il affirme sur l'honneur qu'il n'a passé aucune contre-lettre ou avenant relatifs au contrat soumis à l'examen de l'organe de l'ordre.

**Article R. 4124-92 :**

Un médecin ne peut accepter que dans le contrat qui le lie à l'établissement de santé où il est appelé à exercer figure une clause qui, en faisant dépendre sa rémunération ou la durée de son engagement de critères liés à la rentabilité de l'établissement aurait pour conséquence de porter atteinte à l'indépendance de ses décisions ou à la qualité de ses soins.

**Article R. 4124-93 :**

Dans les cabinets regroupant plusieurs praticiens exerçant en commun, quel qu'en soit le statut juridique, l'exercice de la médecine doit rester personnel. Chaque praticien garde son indépendance professionnelle.

Le libre choix du médecin par le malade doit être respecté.

Sans préjudice des dispositions particulières aux sociétés civiles professionnelles ou aux sociétés d'exercice libéral lorsque plusieurs médecins associés exercent en des lieux différents, chacun d'eux doit, hormis les urgences et les gardes, ne donner des consultations que dans son propre cabinet.

Il en va de même en cas de remplacement mutuel et régulier des médecins au sein de l'association.

Le médecin peut utiliser des documents à en-tête commun de l'association ou de la société d'exercice dont il est membre. Le signataire doit être identifiable et son adresse mentionnée.

**Article R. 4124-94 :**

Dans les associations de médecins et les cabinets de groupe, tout versement, acceptation ou partage de sommes d'argent entre praticiens est interdit, sauf si les médecins associés pratiquent tous la médecine générale, ou s'ils sont tous spécialistes de la même discipline, et sous réserve des dispositions particulières relatives aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés d'exercice libéral.

**Paragraphe 3 : Exercice salarié de la médecine**

**Article R. 4124-95 :**

Le fait pour un médecin d'être lié dans son exercice professionnel par un contrat ou un statut à une administration, une collectivité ou tout autre organisme public ou privé n'enlève rien à ses devoirs professionnels et en particulier à ses obligations concernant le secret professionnel et l'indépendance de ses décisions.

En aucune circonstance, le médecin ne peut accepter de limitation à son indépendance dans son exercice médical de la part de l'entreprise ou de l'organisme qui l'emploie. Il doit toujours agir en priorité, dans l'intérêt de la santé publique et dans l'intérêt des personnes et de leur sécurité au sein des entreprises ou des collectivités où il exerce.

**Article R. 4124-96 :**

Sous réserve des dispositions applicables aux établissements de santé, les dossiers médicaux sont conservés sous la responsabilité du médecin qui les a établis.

**Article R. 4124-97 :**

Un médecin salarié ne peut, en aucun cas, accepter une rémunération fondée sur des normes de productivité, de rendement horaire ou toute autre disposition qui auraient pour conséquence une limitation ou un abandon de son indépendance ou une atteinte à la qualité des soins.

**Article R. 4124-98 :**

Les médecins qui exercent dans un service privé ou public de soins ou de prévention ne peuvent user de leur formation pour accroître leur clientèle.

**Article R. 4124-99 :**

Sauf cas d'urgences ou prévus par des dispositions statutaires, législatives, réglementaires ou conventionnelles relevant de la Nouvelle-Calédonie ou des provinces, un médecin qui assure

un service de médecine préventive pour le compte d'une collectivité n'a pas le droit de donner de soins curatifs.

Il doit adresser la personne qu'il a reconnue malade au médecin traitant ou à tout autre médecin désigné par celle-ci.

#### **Paragraphe 4 : Exercice de la médecine de contrôle**

##### **Article R. 4124-100 :**

Un médecin exerçant la médecine de contrôle ne peut être à la fois médecin de prévention ou, sauf urgence, médecin traitant d'une même personne.

Cette interdiction s'étend aux membres de la famille du malade vivant avec lui et, si le médecin exerce au sein d'une collectivité, aux membres de celle-ci.

##### **Article R. 4124-101 :**

Lorsqu'il est investi de sa mission, le médecin de contrôle doit se récuser s'il estime que les questions qui lui sont posées sont étrangères à la technique proprement médicale, à ses connaissances, à ses possibilités ou qu'elles l'exposeraient à contrevenir aux dispositions du présent code.

##### **Article R. 4124-102 :**

Le médecin de contrôle doit informer la personne qu'il va examiner de sa mission et du cadre juridique où elle s'exerce et s'y limiter.

Il doit être très circonspect dans ses propos et s'interdire toute révélation ou commentaire.

Il doit être parfaitement objectif dans ses conclusions.

##### **Article R. 4124-103 :**

Sauf dispositions contraires prévues par les textes en vigueur, le médecin chargé du contrôle ne doit pas s'immiscer dans le traitement ni le modifier. Si, à l'occasion d'un examen, il se trouve en désaccord avec le médecin traitant sur le diagnostic, le pronostic ou s'il lui apparaît qu'un élément important et utile à la conduite du traitement semble avoir échappé à son confrère, il doit le lui signaler personnellement. En cas de difficultés à ce sujet, il peut en faire part à l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie.

##### **Article R. 4124-104 :**

Le médecin chargé du contrôle est tenu au secret envers l'administration ou l'organisme qui fait appel à ses services. Il ne peut et ne doit lui fournir que ses conclusions sur le plan administratif, sans indiquer les raisons d'ordre médical qui les motivent.

Les renseignements médicaux nominatifs ou indirectement nominatifs contenus dans les dossiers établis par ce médecin ne peuvent être communiqués ni aux personnes étrangères au service médical ni à un autre organisme.

#### **Paragraphe 5 : Exercice de la médecine d'expertise**

##### **Article R. 4124-105 :**

Nul ne peut être à la fois médecin expert et médecin traitant d'un même malade.

Un médecin ne doit pas accepter une mission d'expertise dans laquelle sont en jeu ses propres intérêts, ceux d'un de ses patients, d'un de ses proches, d'un de ses amis ou d'un groupement qui fait habituellement appel à ses services.

**Article R. 4124-106 :**

Lorsqu'il est investi d'une mission, le médecin expert doit se récuser s'il estime que les questions qui lui sont posées sont étrangères à la technique proprement médicale, à ses connaissances, à ses possibilités ou qu'elles l'exposeraient à contrevenir aux dispositions du présent code.

**Article R. 4124-107 :**

Le médecin expert doit, avant d'entreprendre toute opération d'expertise, informer la personne qu'il doit examiner de sa mission et du cadre juridique dans lequel son avis est demandé.

**Article R. 4124-108 :**

Dans la rédaction de son rapport, le médecin expert ne doit révéler que les éléments de nature à apporter la réponse aux questions posées. Hors de ces limites, il doit taire tout ce qu'il a pu connaître à l'occasion de cette expertise.

Il doit attester qu'il a accompli personnellement sa mission.

**Sous-section 5 : Dispositions diverses**

**Article R. 4124-109 :**

Tout médecin, lors de son inscription au tableau, doit affirmer devant l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie qu'il a eu connaissance du présent code de déontologie et s'engager sous serment et par écrit à le respecter.

**Article R. 4124-110 :**

Toute déclaration volontairement inexacte ou incomplète faite à l'organe de l'ordre par un médecin peut donner lieu à des poursuites disciplinaires.

**Article R. 4124-111 :**

Tout médecin qui modifie ses conditions d'exercice ou cesse d'exercer est tenu d'en avvertir l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie. Celui-ci prend acte de ces modifications et en informe le conseil national.

**Article R. 4124-112 :**

Toutes les décisions prises par l'ordre des médecins en application du présent code de déontologie doivent être motivées.

Celles de ces décisions qui sont prises par l'organe de l'ordre des médecins de la Nouvelle-Calédonie peuvent être réformées ou annulées par le conseil national, sous réserve de son accord, soit d'office, soit à la demande des intéressés ; celle-ci doit être présentée dans les deux mois de la notification de la décision.

**Section 2 : Code de déontologie des chirurgiens-dentistes**

**Sous-section 1 : Règles communes à tous les modes d'exercice**